



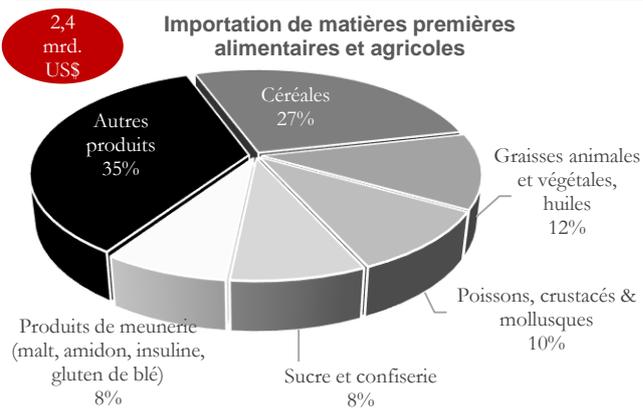
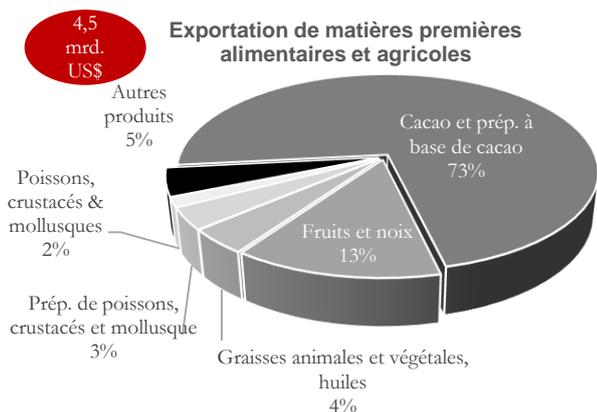
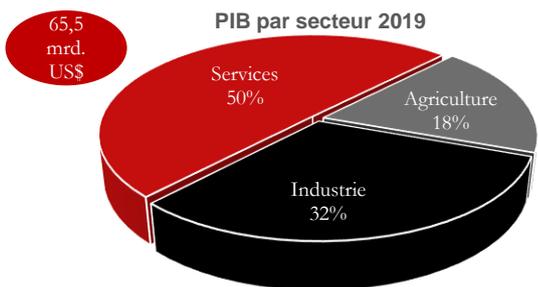
Ghana



Population en millions (2018)	29,77
Superficie en km ²	227 540
PIB en milliards US\$ (2018)	65,52
Classement IDH (2018)	141 de 188

Économie

Ø Croissance du PIB en % (2014-2018)	4,6
PIB par habitant en US\$ ¹ (2018)	2 217
Population âgée <15 ans en % (2019)	37,6
Population urbaine en % (2019)	56,1
Taux d'alphabétisation en % (2018)	79,04



Politique & climat d'investissement

Forme de gouvernement	Démocratie présidentielle
Stabilité politique - classement (2018)	112 de 211
Indice du droit de propriété - classement (2019)	58 de 129
Climat des affaires - Classement Ease of Doing Business (rang 2020)	118 de 190

Le Ghana est gouverné par un système multipartite depuis plus de deux décennies et a fait de grands progrès dans la consolidation de ses acquis démocratiques. Le système judiciaire s'est avéré indépendant et a généralement gagné la confiance des Ghanéens et de nombreux investisseurs. Le pays dispose à la fois de la liberté de la presse et de la liberté d'expression. Le gouvernement souhaite accroître encore l'attrait du pays pour les investisseurs internationaux et s'est fixé comme objectif de faire du pays un centre économique et financier en Afrique de l'Ouest. Il n'y a pas de restrictions majeures aux investissements étrangers et aucune différence dans le traitement des investisseurs étrangers et nationaux. Une croissance du PIB réel de 7,5 % est prévue pour 2019. Ainsi, le Ghana est l'une des économies à la croissance la plus rapide en Afrique, il appartient désormais au groupe des pays à revenu intermédiaire et est le troisième partenaire commercial de l'Allemagne en Afrique subsaharienne.

¹ Dollars américains constants à partir de 2010



Le Ghana est devenu membre de l'OMC le 1er janvier 1995. L'Union européenne et la République du Ghana appliquent un accord de partenariat économique intérimaire depuis le 15 décembre 2016.

En 2019, les deux parties ont convenu de la version finale du protocole d'origine, qui doit être officiellement adopté par procédure écrite au cours du premier trimestre 2020. Selon cet accord, le Ghana peut commencer à libéraliser son marché pour les produits de l'UE à partir du premier trimestre 2020. Le démantèlement tarifaire devrait être achevé d'ici 2029.

Zone rurale

Population rurale en % (2019)	43,9
Proportion de la population rurale vivant dans l'extrême pauvreté ² en % (2020)	14
Ø Croissance de la population rurale en % (2014-2018)	0,79
Proportion de la population ayant accès à l'électricité en % (2018)	84,3

L'augmentation des revenus dans les zones urbaines entraîne une migration continue vers les provinces plus méridionales et plus prospères du pays. En conséquence, de nombreuses communautés et villages dans les provinces du nord ont été abandonnés et désertés. Les stratégies de développement poursuivies par les gouvernements successifs ne semblent pas encore suffisamment cohérentes et intégrées.

Dans les provinces du nord du Ghana, les conflits liés à l'utilisation des terres entraînent régulièrement de violents affrontements entre les agriculteurs sédentaires et les éleveurs mobiles (Fulai).

Politique agricole

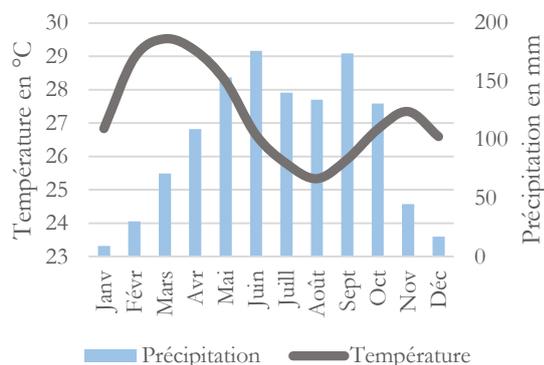
Afin de donner un nouvel élan au secteur agricole, qui stagne en partie, et d'améliorer les conditions de vie et les possibilités de revenus de la population rurale, le gouvernement a lancé ces dernières années plusieurs nouvelles initiatives qui suivent des approches différentes. Dans le cadre des programmes Plant for Food and Jobs (PFJ), Planting for Export and Rural Development (PERD) et Rearing for Food and Jobs (RFJ), le gouvernement veut créer de nouvelles incitations pour les producteurs et les investisseurs dans les différentes chaînes de valeur agricoles grâce à des systèmes de soutien et de subvention. Alors que le PFJ se concentre sur l'augmentation de la production végétale (avec un accent sur la culture du riz) et la garantie de la sécurité alimentaire, le RFJ encourage la production de cultures d'exportation telles que les noix de cajou, le café, les agrumes et l'huile de palme. En outre, l'établissement des usines locales de traitement dans le cadre du RFJ vise à accroître sensiblement le degré de raffinement des produits dans le pays. Par l'intermédiaire du programme RFJ, le gouvernement ghanéen cible uniquement le secteur de l'élevage, en se concentrant sur l'élevage d'ovins et de caprins, de porcs, d'abeilles et de volailles et sur l'élevage laitier. Cela doit permettre d'accélérer considérablement l'expansion des capacités de production et de l'intensité de l'élevage. Par exemple, la distribution des races améliorées par les autorités locales, la subvention des poussins d'un jour ainsi que de la technologie de fourrage et de récolte et l'expansion des services vétérinaires y sont prioritaires.

En tant qu'État membre de la communauté des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Ghana fait partie de l'offensive régionale « Lait », une initiative de la CEDEAO ayant pour objectif commun de doubler la production (régionale) de lait frais d'ici 2030. L'objectif est d'améliorer la génétique animale locale, la collecte et la transformation du lait ainsi que l'accès aux marchés des produits laitiers locaux au moyen d'une politique commune.

² Seuil de pauvreté : Personnes ayant un revenu < 1,90 dollars américains par jour



Conditions naturelles et climatiques



Le climat du Ghana est tropical et les températures varient selon la saison et la région. Sauf dans le nord, il y a deux saisons des pluies, d'avril à juillet et de septembre à novembre. Dans le nord, la saison des pluies commence en avril et dure jusqu'en septembre, et des périodes de sécheresse, qui affectent gravement l'agriculture et surtout l'élevage, y sont récurrentes. Le pays est traversé de plaines avec des plateaux fragmentés dans la zone centre-sud.

Nutrition

Prévalence de la malnutrition en % (2018) 5,5

Ø Apport en protéines d'origine animale en g/tête/jour (2017) 15,4

Le régime alimentaire ghanéen est largement basé sur les racines féculentes (manioc, ignames), les fruits (plantains) et les céréales (maïs, riz). Les racines d'amidon et les céréales fournissent encore près des trois quarts de l'énergie alimentaire et la variété du régime alimentaire est encore faible. L'approvisionnement alimentaire répond aux besoins énergétiques de la population, mais la proportion de protéines et de lipides dans l'apport énergétique est inférieure à celle recommandée. L'urbanisation rapide a modifié les modes de consommation alimentaire dans les villes, et la demande d'aliments importés, en particulier la viande de volaille, le blé et le riz, augmente. Au cours de la dernière décennie, la prévalence de la malnutrition a considérablement diminué. Cependant, l'insécurité alimentaire persiste, principalement en raison de l'instabilité de la production, de l'insuffisance du pouvoir d'achat et des problèmes d'accès physique dus au manque d'infrastructures routières dans le nord du pays. Le gouvernement encourage actuellement la fourniture de protéines animales à la population, par exemple par le biais de programmes de distribution de lait dans les écoles.

Agriculture

Superficie agricole en km² 157 000
(% de superficie) (2016) (69,0)

Valeur ajoutée agricole par travailleur en US\$ (2018) 2 934,5

L'agriculture, qui est encore principalement traditionnelle, joue un rôle important dans l'économie du pays et reste le secteur d'emploi le plus important. Elle emploie un grand nombre de travailleurs non qualifiés et assure la subsistance de plus de 70 % de la population rurale, dont une grande partie des ménages les plus pauvres du pays. La majeure partie de la production agricole est basée sur l'exportation de produits du cacao (fèves, beurre/masse de cacao), de noix et de fruits tels que les mangues, les ananas, les goyaves et les bananes. Les produits alimentaires tels que le riz et les autres céréales sont importés en grandes quantités pour assurer la sécurité alimentaire.



Élevage d'animaux

Bovins (2018)	1 943 000
Porcs (2018)	845 000
Moutons (2018)	5 102 000
Chèvres (2018)	7 366 000
Volaille (2018)	76 870 000

Secteur viande et lait

	Consommation (t)	Consommation par tête (kg/tête)	Production (t)
Viande de bœuf (2018)	57 166	1,9	26 716
Porc (2018)	31 474	1,1	28 392
Viande de mouton (2018)	24 729	0,8	22 959
Viande de chèvre (2018)	30 497	1,0	28 727
Viande de volaille (2018)	266 250	8,9	61 496
Lait (total) (2018)	238 160	8	45 177
(Eufs (2018)	41 678	1,4	41 886

Potentiels et risques pour le secteur viande et lait

Potentiels	Risques
<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de la demande de produits laitiers, de viande de volaille et d'œufs par habitant • Accroissement de la valeur ajoutée dans la filière viande de volaille par la mise en place d'une installation locale d'engraissement de poulets de chair et le développement d'acteurs plus efficaces au sein de la filière • Accroissement de la valeur ajoutée dans les filières laitières par l'élargissement de la gamme de produits et du spectre de transformation • Accroissement de la production laitière locale • Accroissement de la valeur ajoutée dans la filière viande rouge grâce à une meilleure découpe et transformation 	<ul style="list-style-type: none"> • Le changement climatique et la rareté des pâturages et des ressources fourragères, en particulier dans les régions du nord du pays • Les droits de douane à l'importation pour la viande de volaille et le lait en poudre sont trop faibles pour limiter les importations • Manque de savoir-faire pour une production compétitive dans l'engraissement de volailles • Manque de savoir-faire et d'infrastructure pour la production laitière locale • Lutte insuffisante contre les maladies animales, ainsi qu'une biosécurité et des précautions personnelles insuffisantes de la part des éleveurs